

Repères & Analyses

Études



L'Indicateur Conjoncturel de Durée au Chômage (ICDC)⁽¹⁾

L'indicateur conjoncturel de durée au chômage (ICDC) est un nouvel indicateur conjoncturel proposé par Pôle emploi dans le but de synthétiser l'incidence de la conjoncture économique sur l'état du marché du travail, et les opportunités qu'il offre pour trouver rapidement un emploi. Il consiste à évaluer la durée moyenne de chômage d'une cohorte fictive de demandeurs d'emplois qui connaîtraient durant toute leur période de chômage les mêmes conditions sur le marché du travail que celles du trimestre considéré. Les résultats détaillés de cet indicateur feront l'objet d'une publication trimestrielle. L'ICDC présente l'intérêt de refléter très rapidement les modifications de la conjoncture économique. À titre d'illustration, il a très fortement augmenté dès l'éclatement de la crise économique en 2008 : à son plus bas niveau au 1^{er} trimestre 2007, avec une durée attendue de 7,5 mois, il avoisine les 12 mois au 2^e trimestre 2009. Depuis, la persistance d'un niveau de chômage élevé n'a pas permis à cet indicateur de baisser. Avec le repli de la croissance depuis le 2^e trimestre 2011, il atteint un nouveau pic au 4^e trimestre 2011, à 359 jours.

Les indicateurs actuels relatifs à la durée de chômage ne reflètent que partiellement les évolutions conjoncturelles. L'ancienneté du stock comme la durée de chômage à la sortie reflètent à la fois des effets de structure (les plus employables sortent les premiers) et de conjoncture (opportunités d'emplois). L'existence conjointe de ces deux effets ne permet pas une analyse directe de l'impact de la conjoncture sur la durée au chômage (cf. encadré 1). Le nouvel indicateur proposé ici vise à apprécier cet effet. Au même titre que l'on mesure une espérance de vie à la naissance, l'ICDC mesure la durée moyenne de chômage d'une cohorte fictive de demandeurs d'emploi qui y sont entrés au cours d'un trimestre donné et qui rencontreraient tout au long de leur parcours le même environnement conjoncturel sur le marché

du travail que celui de leur trimestre d'entrée au chômage (cf. encadré 2).

Cet indicateur est très réactif à la conjoncture : il tend à augmenter en période de récession ou de faible croissance et à diminuer d'autant plus fortement que les taux de croissance du PIB sont élevés (cf. graphique 1).

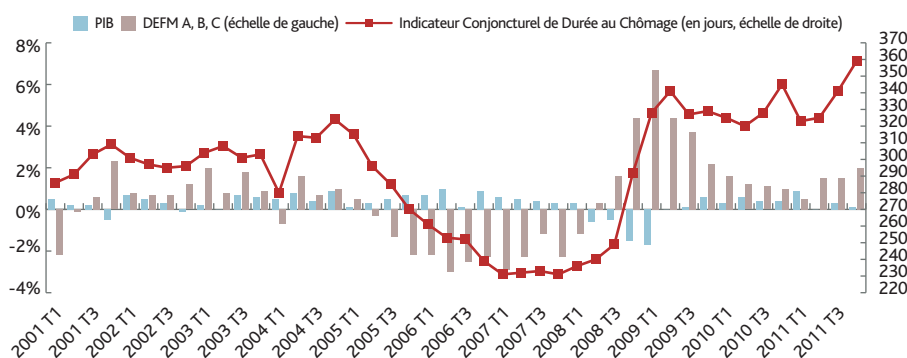
L'indicateur conjoncturel de durée au chômage a bondi suite à la crise économique de 2008

Depuis 2001, l'ICDC a connu une évolution en trois phases, reflet des évolutions économiques sur la période (cf. graphique 2). Ainsi, entre 2001 et 2004, l'économie française a connu une période de croissance

(1) Les auteurs remercient Stéphane Carcillo pour les remarques qu'il a formulées et les pistes d'amélioration qu'il a suggérées.

Graphique 1

Évolution comparée de l'indicateur conjoncturel de durée au chômage, du PIB et des DEFM*



* Demande d'emploi en fin de mois.

économique sans création nette d'emplois. Cette période d'atonie s'est traduite par un indicateur relativement stable, en légère progression jusqu'au quatrième trimestre 2004⁽²⁾.

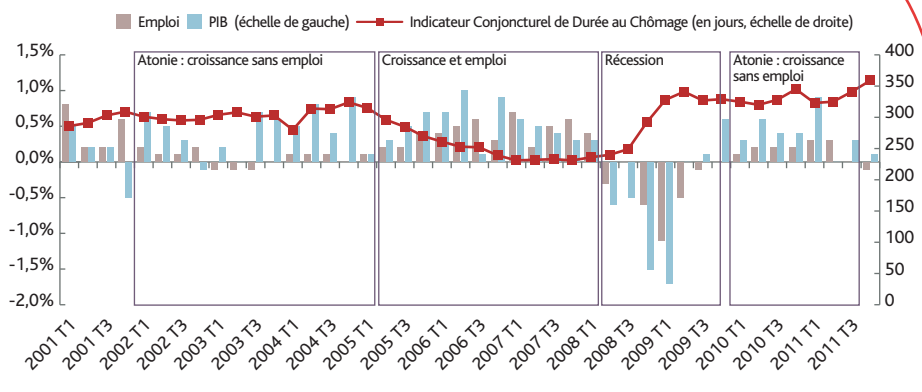
Entre 2005 et 2007, sous l'impulsion d'une croissance économique vigoureuse (entre le 4^e trimestre 2004 et le 4^e trimestre 2007, le PIB français s'est accru de 6,5 %) conduisant à un dynamisme marqué de l'emploi, l'indicateur a fortement baissé. Il a atteint son niveau le plus bas sur la période au 1^{er} trimestre 2007, avec une durée de 7,5 mois.

L'entrée en récession au 2^e trimestre 2008 se traduit par une remontée de l'indicateur, qui atteint son point haut au 2^e trimestre 2009 en avoisinant les 12 mois. Cette crise a sévèrement dégradé les opportunités de trouver rapidement un emploi. Entre le 3^e trimestre 2008 et le 3^e trimestre 2009, Pôle emploi a enregistré 700 000 demandeurs

(2) La forte baisse du premier trimestre 2004 et le rattrapage qui la suit s'explique uniquement par la modification rétroactive des conditions d'indemnisation au chômage au cours de la période, rétablies par la suite.

Graphique 2

Un indicateur reflète des évolutions économiques



d'emploi supplémentaires. L'indicateur illustre l'ampleur de la crise économique. Si des demandeurs d'emploi avaient connu, durant toute leur période de chômage, les conditions sur le marché du travail du 2^e trimestre 2008, ils seraient restés inscrits au chômage en moyenne 8 mois consécutifs. S'ils avaient subi les conditions du 2^e trimestre 2009, ils seraient restés inscrits en moyenne

11 mois et demi consécutifs, soit 3 mois et demi de plus.

Sur les deux dernières années, l'indicateur se maintient à un niveau élevé et dépasse même les 12 mois au 4^e trimestre 2011. Le niveau de la croissance n'a pas permis de créer suffisamment d'emploi pour amorcer une baisse du chômage.

Encadré 1

Un nouvel indicateur permettant d'apprécier l'effet de la conjoncture sur la durée au chômage

L'analyse de l'ancienneté du stock donne une image de la population des demandeurs d'emploi, mais elle est liée à la structure de cette population. La durée de chômage à la sortie reflète elle aussi des effets de structure : les plus employables sortent les premiers et viennent diminuer la durée de chômage à la sortie, d'autant plus en période de récession puisqu'ils sont les seuls à sortir. Quant au calcul a posteriori des durées de chômage, il ne donne une image qu'après coup, pour des individus ayant pu rencontrer des conjonctures très différentes.

En période de reprise économique, les opportunités de retrouver un emploi sont plus nombreuses et donc un nombre plus important de demandeurs d'emploi est susceptible de sortir des listes. Cet effet aura tendance à diminuer l'ancienneté moyenne du stock et à diminuer progressivement la durée moyenne d'inscription des sortants. À cet effet conjoncturel, s'ajoute un effet structurel lié à la composition du stock de demandeurs d'emploi. En période de reprise, ce

sont d'abord les demandeurs d'emploi les plus employables, les plus proches de l'emploi, qui vont sortir les premiers. Comme ce sont aussi ceux qui ont une faible ancienneté, cela aura pour conséquence d'augmenter l'ancienneté moyenne du stock (puisque ne restent que les moins employables) et à augmenter progressivement la durée moyenne d'inscription des sortants.

L'existence de ces deux effets rend difficile l'analyse de l'impact de la conjoncture sur la durée au chômage : les effets de structure et de conjoncture peuvent en effet soit se compenser, soit coexister, l'un pouvant alors surpasser l'autre.

Le graphique 6 illustre cette difficulté. La période de croissance économique associée au dynamisme de l'emploi observée entre le 4^e trimestre 2005 et le 4^e trimestre 2007 n'entraîne une diminution de l'ancienneté du stock qu'après quatre trimestres. Cet effet perdure jusqu'au 2^e trimestre 2009, alors même que l'emploi baisse depuis quatre trimestres déjà.

Les effets de la crise économique ont été plus marqués chez les hommes que chez les femmes, du fait de métiers exercés différents

Par âge, l'ICDC présente la valeur la plus élevée parmi les demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus (cf. graphique 3).

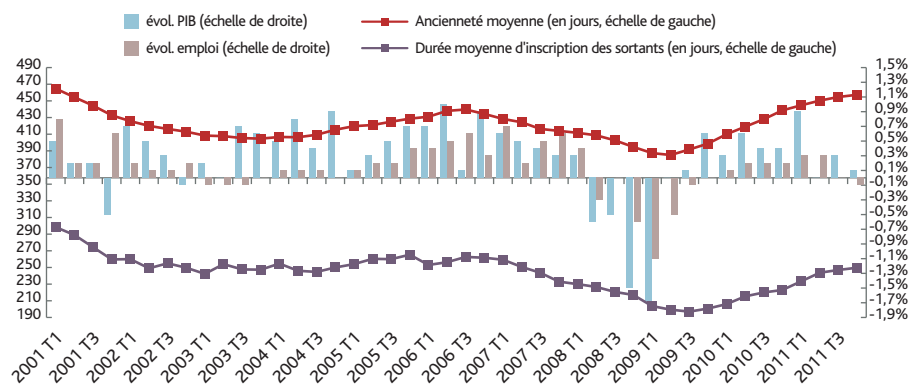
À environnement économique constant, ils connaissent des durées moyennes de chômage environ 6 mois et demi plus élevées que celles des moins de 25 ans. La crise, qui a plus fortement affecté les plus âgés, a encore accentué cet écart. Si la durée attendue de chômage des moins de 50 ans tend à décroître légèrement dès le 2^e trimestre 2009, elle ne cesse de s'accroître pour les demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus.

Jusqu'au 3^e trimestre 2008, l'ICDC des hommes est inférieur, en moyenne d'un mois, à celui des femmes. Dès le 4^e trimestre 2008, il dépasse celui des femmes, et ce jusqu'au milieu de l'année 2010, même si l'écart tend à s'estomper au cours du temps. Pour les hommes, la dégradation du marché du travail a culminé au deuxième trimestre 2009, avec un indicateur supérieur d'un mois à celui des femmes. Le rebond de la croissance économique au 1^{er} trimestre 2011 a, en revanche, davantage profité aux hommes. Leur durée au chômage est redevenue inférieure à celle des femmes.

Les ouvriers, tout particulièrement les ouvriers qualifiés, sont ceux qui ont le plus souffert de la crise. Alors que cette catégorie de demandeurs d'emplois a traditionnellement une durée de chômage faible, celle-ci devient la plus élevée de toutes les catégories socioprofessionnelles dès le 4^e trimestre 2008. À l'inverse, les employés

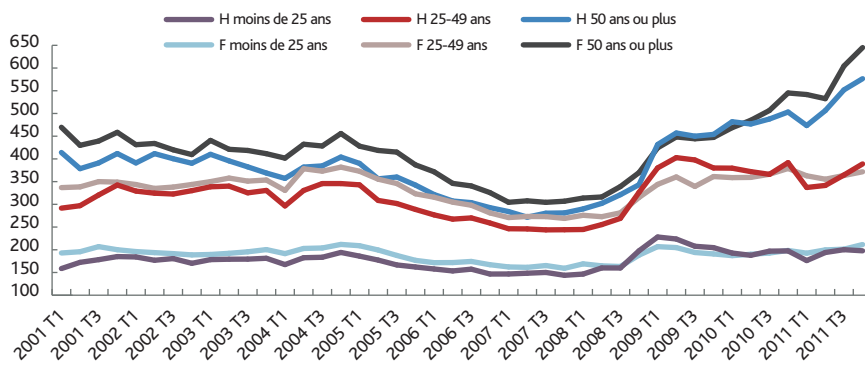
Graphique 6

Évolution comparée de l'ancienneté moyenne, de la durée moyenne d'inscription des sortants, du PIB et des DEFM



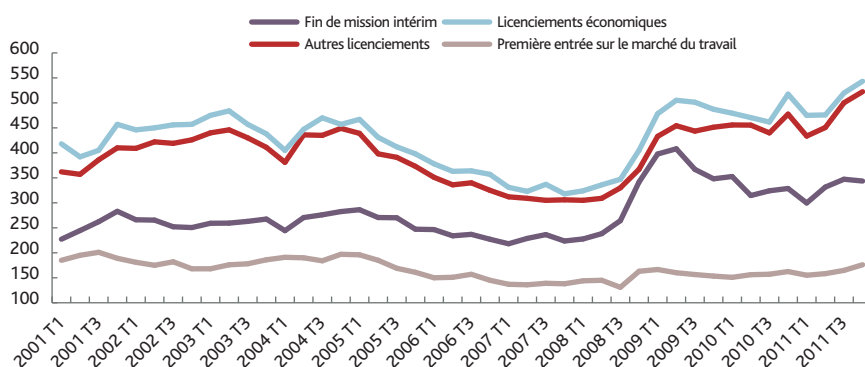
Graphique 3

Indicateur conjoncturel de durée de chômage selon le sexe et l'âge



Graphique 4

Indicateur conjoncturel de durée de chômage en fonction du motif d'inscription



non qualifiés ont été les plus épargnés, les activités tertiaires ayant été les moins affectées par la crise.

La reprise économique du 1^{er} trimestre 2011 a été plus favorable aux ouvriers, mais ils ont subi aussi de manière plus marquée le ralentissement de la croissance qui a suivi, en particulier les ouvriers qualifiés.

L'ICDC se différencie nettement selon le motif d'inscription sur les listes de Pôle emploi.

Entre le 2^e trimestre 2008 et le 2^e trimestre 2009, un peu plus d'un quart des emplois intérimaires, occupés majoritairement par des hommes, ont été détruits (170 000 emplois détruits). L'indicateur de durée de chômage suite à une fin de mission d'intérim a bondi de plus de 70 % entre les deux périodes, soit près de 6 mois de plus (cf. graphique 4).

La crise a aussi durement affecté les salariés licenciés. En revanche, son impact, bien que réel, a été plus faible pour les personnes ayant démissionné, celles reprenant une activité ou encore celles qui se sont inscrites pour la première fois.

La plus grande exposition des hommes et des ouvriers à cette crise provient en partie de la forte diminution du recours au travail temporaire durant cette période (cf. graphique 5), les emplois intérimaires étant plus souvent exercés par des hommes ouvriers.

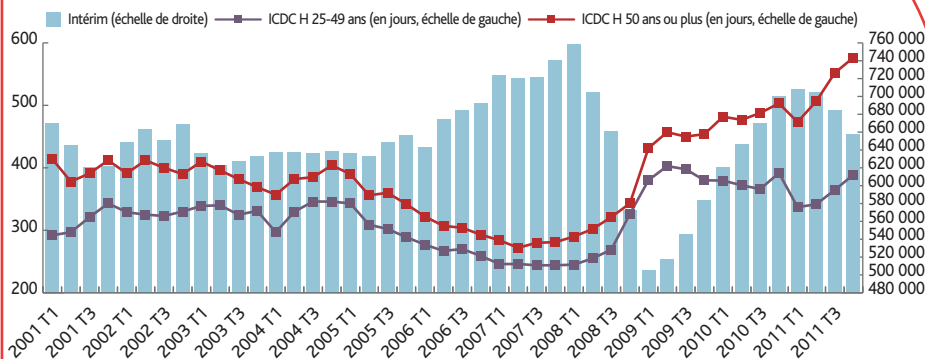
Tableau 1

Évolution régionale de l'indicateur conjoncturel de durée de chômage (en jours)

	2008T4	2009T1	2009T2	2009T3	2009T4	2010T1	2010T2	2010T3	2010T4	2011T1	2011T2	2011T3	2011T4
Alsace	273	321	345	321	303	301	287	295	294	289	305	348	335
Aquitaine	287	291	302	303	317	341	349	342	328	300	296	314	339
Auvergne	321	334	374	348	343	360	356	359	382	381	353	391	349
Basse-Normandie	293	335	331	297	307	292	314	308	309	290	295	324	337
Bourgogne	287	343	338	340	355	352	357	355	343	346	357	369	417
Bretagne	275	308	328	319	348	312	309	319	300	310	307	310	336
Centre	283	338	330	337	365	332	323	290	324	281	302	339	321
Champagne-Ardenne	280	315	329	312	305	306	289	315	337	285	318	338	343
Corse	204	205	212	220	226	218	212	221	260	223	220	235	235
Franche-Comté	295	354	378	351	353	340	304	335	334	303	322	333	339
Guadeloupe	387	481	415	391	386	350	360	402	410	445	438	454	465
Guyane	244	261	275	250	243	215	204	225	232	225	197	217	220
Haute-Normandie	281	309	308	298	306	310	314	316	303	297	315	329	397
Île-de-France	280	313	328	314	289	295	301	307	311	312	311	328	354
Languedoc-Roussillon	259	288	300	302	298	306	269	294	307	302	308	323	353
Limousin	295	314	322	321	325	330	307	319	341	323	337	356	363
Lorraine	263	319	313	308	300	295	317	333	332	335	297	350	355
Martinique	411	453	473	403	436	325	307	353	393	431	459	441	398
Midi-Pyrénées	249	267	273	267	282	278	274	277	292	294	306	342	319
Nord-Pas-de-Calais	331	393	394	358	363	351	334	408	412	330	381	374	370
Pays de la Loire	296	353	375	331	351	342	342	345	329	291	317	331	334
Picardie	303	380	382	355	334	339	335	358	370	328	329	361	383
Poitou-Charentes	292	360	376	333	368	315	296	355	352	312	321	333	343
Provence-Alpes-Côte d'Azur	264	284	288	279	288	295	296	300	317	312	320	346	349
Réunion	370	407	426	391	408	482	367	428	428	387	393	442	425
Rhône-Alpes	263	306	306	287	289	279	283	299	305	280	292	337	299
France entière	292	328	341	327	329	325	320	328	345	323	325	341	359

Graphique 5

Évolution comparée de l'emploi intérimaire et de l'ICDC



Un impact différent de la crise selon les territoires

La déclinaison de l'indicateur par région met également en évidence quelques spécificités sur la période récente (cf. tableau 1).

Plusieurs régions se caractérisent par un indicateur inférieur à la moyenne nationale : Corse, Guyane, Aquitaine et les régions du sud-ouest. Dans certaines régions, l'indicateur

présente un profil relativement heurté, comme en Auvergne, Nord-Pas-de-Calais, Poitou-Charentes, Martinique, Guadeloupe ou Réunion.

L'analyse régionale met également en évidence un impact différent de la crise selon les territoires.

Les Pays de la Loire, la Franche-Comté et Poitou-Charentes ont été les régions les plus touchées, avec un indicateur qui bondit de

près de 150 jours entre le 4^e trimestre 2007 et le 2^e trimestre 2009. C'est aussi dans ces trois régions qu'il a le plus fortement chuté depuis.

En Aquitaine, l'effet de la crise a été plus dilué dans le temps, avec un point haut de l'indicateur au 2^e trimestre 2010. Il reste encore supérieur de 109 jours à ce qu'il était au 4^e trimestre 2007.

Enfin, en Haute-Normandie, Bourgogne, Rhône-Alpes, Réunion et Martinique, la sortie de crise est difficile avec un indicateur supérieur de plus de 100 jours à ce qu'il était au 4^e trimestre 2007.

Stéphane DUCATEZ

Damien EUZÉNAT

Sous-Direction de l'Évaluation et des Prévisions

Directeur de la publication :

Jean BASSÈRES

Directeur de la rédaction :

Bernard ERNST

Réalisation : PARIMAGE

SOURCES ET MÉTHODES

Champ et source

L'indicateur concerne la France entière. Il est calculé pour l'ensemble des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, sans emploi et tenus à des actes positifs de recherche d'emploi, qu'ils aient ou non accompli des heures d'activité réduite (demandeurs d'emploi de catégorie A, B et C). Dans cette étude, un demandeur d'emploi est considéré comme sorti du chômage s'il est sorti des listes de Pôle emploi, quel que soit le motif de cette sortie. Les données utilisées proviennent de l'échantillon au 1/10^e du Fichier Historique Statistique (FHS) de Pôle emploi. Ce fichier permet un suivi longitudinal des trajectoires au chômage de l'ensemble des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi. L'indicateur est désaisonnalisé au moyen de l'algorithme X11. Il est calculé par trimestre depuis 2001.

Au cours d'un trimestre, selon l'échantillon au 1/10^e du FHS, entre 450 000 et 500 000 demandeurs d'emploi ont été inscrits à Pôle emploi au moins un jour. Pour la moitié il s'agit de femmes. Ces demandeurs d'emploi sont très majoritairement (deux cas sur trois) des employés. Les ouvriers représentent environ un quart du total, les cadres et les professions intermédiaires, 15 %. Ils sont aussi jeunes : un demandeur d'emploi sur 5 a moins de 25 ans, les deux tiers ont entre 25 et 49 ans et 10 % ont 50 ans ou plus.

Un indicateur qui reproduit le calcul de l'espérance de vie d'une population

L'indicateur conjoncturel de durée au chômage réplique la méthode utilisée pour évaluer l'espérance de vie d'une population. Pour le calculer, sont considérés l'ensemble des demandeurs d'emploi (DE) qui ont connu au moins un jour de chômage au cours d'un trimestre donné. Pour chacun de ces DE, l'ensemble des jours au cours desquels il a été inscrit au chômage sont comptabilisés, mais

uniquement si ces jours de chômage surviennent au cours du trimestre. Seuls les événements (poursuites ou sorties du chômage) survenus au cours du trimestre sont considérés, puisque l'indicateur cherche à refléter les opportunités de sortir du chômage au cours du trimestre. La méthode consiste ensuite, à partir de ces informations, à estimer la probabilité (spécifique au trimestre considéré) de sortir du chômage, à chaque jour de chômage. À titre d'illustration, considérons l'ensemble des DE présents au chômage au matin du j-ième jour de chômage du trimestre. La probabilité de sortir du chômage après j jours passés au chômage s'estime simplement par la part de ces DE qui sont sortis ce j-ième jour de chômage. Autrement dit, la probabilité de sortir du chômage après j jours de présence s'estime par le rapport entre :

- le nombre de DE qui, au cours de ce trimestre, sont sortis à leur j-ième jour de chômage ;
- le nombre de DE qui, au cours de ce trimestre, étaient toujours présents au chômage au matin du j-ième jour après leur inscription.

La probabilité de sortie du chômage est calculée pour tous les jours d'inscription au chômage des demandeurs d'emploi au cours du trimestre. Ces probabilités de sortie du chômage, spécifiques à chaque trimestre, dépendent des opportunités de sortie du chômage offertes au cours de chaque trimestre. Plus les opportunités de retrouver un emploi sont élevées, plus ces probabilités sont grandes, et vice-versa.

Exemple :

Considérons un DE ayant déjà passé 30 jours au chômage au début du trimestre et qui sort après 2 jours de chômage supplémentaires. Ce DE est sorti à son 33^e jour de chômage et figure donc au numérateur de la probabilité de sortie au 33^e jour de chômage. Au cours de ce trimestre, il a été présent au chômage au matin des 31^e, 32^e et 33^e jours de chômage. Il figure donc au dénominateur du calcul des probabilités de sortie après 31, 32 et 33 jours de chômage.

Puis, l'indicateur consiste à simuler le parcours au chômage d'une population fictive (exemple : 10 000 DE) qui s'inscrirait en même temps au chômage et qui serait soumise aux probabilités de sortie du chômage calculées à l'étape précédente, et ce jusqu'à ce que tous les DE soient sortis du chômage. L'indicateur de durée de chômage est alors égal à la durée moyenne de chômage de cette population fictive. Cet indicateur estime ainsi la durée moyenne de chômage d'une cohorte qui connaîtrait durant toute sa période de chômage les conditions économiques pour retrouver un emploi spécifique au trimestre.

Exemple :

Supposons que les probabilités de sortir du chômage après 2 jours et 3 jours de chômage soient respectivement égales à 0,2% et 0,5%⁽¹⁾. Le nombre de DE de notre population fictive sortis à la fin du deuxième jour est égal à $10\,000 * 0,2\% = 20$. Le nombre de DE sortis au troisième jour est égal à : nombre de restants à la fin du deuxième jour * 0,5% = (nombre de présents au début - nombre de sortis au deuxième jour) * 0,5% = $(10\,000 - 20) * 0,5\% = 50$, et ainsi de suite, jusqu'à ce que l'ensemble de la population fictive soit sorti du chômage. L'indicateur consiste ensuite à calculer la durée moyenne de chômage de cette population fictive.

Limites

Cet indicateur présente néanmoins des limites liées en partie à l'exploitation des données administratives. D'une part, la sortie des listes peut refléter des situations très différentes (reprise d'emploi, radiations...). D'autre part, en se limitant aux seules personnes inscrites à Pôle emploi, cette source ne permet pas de couvrir l'ensemble des personnes qui recherchent un emploi, et notamment les jeunes.

(1) La probabilité de sortir du chômage au premier jour du chômage est nulle, puisque chaque DE a été inscrit au moins un jour au chômage.